La Belgique réclame des progrès de gouvernance au Burundi

RTBF, 3 juillet 2012Cinquante ans aprÃ¨s son indÃ©pendance, la Belgique reste aux cÃ´tÃ©s du Burundi, un petit pays pauvre d'Afrique centrale sortant d'une longue guerre civile, mais souhaite que Bujumbura poursuive ses progrÃ¨s en matiÃ¨re de dÃ©mocratisation et de respect des droits de l'Homme, ont indiquÃ© mardi les ministres belges des Affaires Ã©trangÃ¨res et de la CoopÃ©ration au dÃ©veloppement, Didier Reynders et Paul Magnette. "L'ambition de la Belgique, c'est de continuer Ã aider la population, mais de faire Ã©voluer le pays vers un Ã©tat de droit", a rÃ©sumÃ© le chef de la diplomatie belge lors d'un point de presse clÃ´turant la visite du prince Philippe et de son Ã©pouse, la princesse Mathilde, Ã Bujumbura pour ce cinquantenaire.
Mais le chemin Ã parcourir est encore "assez long", a-t-il prÃ©venu, en citant parmi les progrÃ¨s Ã rÃ©aliser la rÃ©conciliation, l'amÃ©lioration de la gouvernance - et donc la lutte contre la corruption - et l'organisation d'Ã©lections justes en 2015, aprÃ¨s celles de 2010, boycottÃ©es par l'opposition et un "vrai multipartisme"."Il y a encore d'Ã©normes efforts Ã faire", a renchÃ©ri Paul Magnette, en citant par exemple la poursuite des exÃ©cutions extra-judiciaires - 55 l'an dernier selon les Nations Unies, qui ont Ã©galement mentionnÃ© des actes de torture et des restrictions des libertÃ©s civiles depuis les Ã©lections de 2010.Le ministre belge de la CoopÃ©ration a ainsi assurÃ© que l'octroi d'une tranche "incitative" de 50 millions d'euros d'aide supplÃ©mentaire au Burundi qu'il a rÃ©cemment dÃ©cidÃ© n'Ã©tait "pas un cadeau du 50Ã¨me anniversaire", mais rÃ©sultait d'une analyse approfondie des critÃ¨res imposÃ©s par le Programme indication de CoopÃ©ration (PIC) belgo-burundais 2010-2013.Journaliste condamnÃ©Didier Reynders a Ã©galement dit avoir abordÃ© avec le prÃ©sident Pierre Nkurunziza et le second vice-prÃ©sident Gervais Rufyikiri le cas du journaliste Hassan Ruvakuki, condamnÃ© le 21 juin dernier, ainsi que treize de ses co-accusÃ©s, Ã la prison Ã perpÃ©tuitÃ© mercredi par le tribunal de Cankuzo (est), pour "actes de terrorisme" Ã la suite d'une attaque perpÃ©trÃ©e en novembre dernier.Correspondant de Radio France Internationale (RFI) en swahili et Ã©galement employÃ© de la radio privÃ©e Bonesha FM, Hassan Ruvakuki est accusÃ© d'avoir, avec trois autres personnes, organisÃ© une attaque qui avait fait plusieurs dizaines de morts le 21 novembre dernier et d'en avoir ensuite assurÃ© la publicitÃ©.Didier Reynders a souhaitÃ© que Hassan Ravukuki puisse Ãªtre jugÃ© en appel lors d'un procÃ¨s que la sociÃ©tÃ© civile et la presse soient autorisÃ©es Ã suivre.Plus tÃ´t dans la journÃ©e, le prince Philippe et la princesse Mathilde avaient visitÃ© trois projets de dÃ©veloppement soutenus par la Belgique au Burundi, touchant ainsi la rÃ©alitÃ© de ce pays, l'un des plus pauvres de la planÃ¨te.Village ImuhiraAprÃ¨s un programme officiel - une audience auprÃ¨s du prÃ©sident Nkurunziza et un entretien avec M. Rufyikiri -, ils se sont rendus Ã Rutegama (centre du Burundi), Ã une septantaine de kilomÃ¨tres Bujumbura, oÃ¹ diffÃ©rentes ONG belge, suisse et burundaise appuient le projet du village Imuhira ("maison" en kirundi, la langue locale) de dÃ©veloppement intÃ©grÃ©, avec l'aide de la CoopÃ©ration belge.Ce projet cible les plus dÃ©munis et plus particuliÃ¨rement les enfants, les orphelins, les jeunes dÃ©scolarisÃ©s mais aussi les adultes en situation prÃ©caire, ont indiquÃ© ses promoteurs.Le couple princier a ainsi inaugurÃ© un centre de production et de formation agro-silvo pastoral qui se charge notamment de l'amÃ©lioration de la race locale de vaches, financÃ© par la Belgique Ã hauteur de prÃ¨s de 200 000 euros."Les trois piliers de notre coopÃ©ration (l'Ã©ducation, la santÃ© et l'agriculture) sont ici reprÃ©sentÃ©s", a soulignÃ© le ministre de la CoopÃ©ration au dÃ©veloppement, Paul Magnette, qui accompagnait le couple princier, tout comme son collÃ¨gue des Affaires Ã©trangÃ¨res, Didier Reynders.Les ducs de Brabant ont ensuite regagnÃ© la capitale burundaise, Bujumbura, pour rencontrer des associations fÃ©minines s'occupant des droits des femmes et de la lutte contre les violences faites aux femmes. Ils ont enfin visitÃ© un projet de pavage des routes qui vise Ã remettre en Ã©tat le rÃ©seau routier de la ville de maniÃ¨re durable tout en occupant une abondante main d'oeuvre dans un pays connaissant un taux de chÃ´mage Ã©levÃ©. La CoopÃ©ration technique belge (CTB) y consacre quelque 18 millions d'euros.Belga